Réunion du Conseil départemental du 22 septembre 2025

Discours introductif de Christelle HIVER Présidente du Conseil départemental de la Somme

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le Sénateur,
Madame la Députée Européenne,
Mesdames, Messieurs les Vice-présidents,
Mesdames, Messieurs les Conseillers départementaux, *chers collègues*,
Messieurs les anciens Conseillers et Conseillers départementaux honoraires,
Mesdames, Messieurs,

Notre session de rentrée s'ouvre aujourd'hui après une saison estivale marquée d'une part, par de belles réussites culturelles et touristiques, à commencer par un festival de Saint Riquier qui a fêté avec succès ses 40 ans et d'autre part un engouement grandissant des touristes et des samariens pour notre Véloroute Vallée de Somme vallée Idéale. N'oublions pas non plus ce beau rassemblement populaire que fut le départ d'une étape du tour de France à Amiens.

La rentrée de nos collégiens dans nos établissements s'est par ailleurs déroulée dans les meilleures conditions avec plus de 3 millions de travaux réalisés pendant l'été dans nos collèges. De surcroît, nous pouvons mettre en avant la qualité « tout inclusif » du collège de Corbie.

De plus, ce week-end les Journées Européennes du Patrimoine se sont déroulées avec succès. Près de 11 500 visiteurs ont pu découvrir les sites patrimoniaux sous gestion départementale ou de Somme Patrimoine, chiffre qui poursuit sa progression et qui marque l'engouement des samariens pour

découvrir leur patrimoine ou leur histoire. Je profite de cette session pour remercier tous les agents qui ont concouru à cette réussite que ce soit dans la préparation de ces Journées Européennes du Patrimoine ou bien durant ces deux jours d'ouverture.

Venons-en à aujourd'hui. Nous ouvrons cette session dans un climat national marqué par une instabilité politique persistante. Le gouvernement, fragilisé par des tensions internes et une majorité parlementaire incertaine, peine à faire entendre sa voix.

La récente chute du gouvernement Bayrou et la nomination de M. Sébastien Lecornu comme Premier ministre n'ont pas apaisé les inquiétudes. Au contraire, elles ont ravivé les tensions sociales, comme en témoignent les mobilisations du 10 et du 18 septembre.

Le Gouvernement, vous le savez, traverse une période de grande fragilité. Les équilibres parlementaires sont précaires, les tensions sociales vives, quand les attentes des citoyens sont immenses.

Dans ce climat, 84 % des Français estiment que l'exécutif ne tiendra pas jusqu'à la fin de l'année.

Mais quand tout semble vaciller, il nous faut redoubler d'efforts pour restaurer la confiance et tracer des perspectives claires.

Car au-delà des jeux d'appareils, c'est bien la stabilité de notre démocratie qui est en jeu. Une démocratie bousculée, contestée, parfois même menacée par les ingérences extérieures, les replis identitaires ou les discours de rupture.

Dans ce contexte, les départements apparaissent plus que jamais comme des piliers de proximité, de cohésion et de résilience.

Nous, collectivités territoriales, sommes les premiers témoins des fractures sociales, des urgences environnementales, des besoins de solidarité.

Nous sommes aussi les premiers artisans des réponses concrètes : dans les collèges, les maisons de solidarité, les routes, les politiques d'insertion ou encore la transition écologique.

Notre action quotidienne est un rempart contre le décrochage démocratique.

C'est pourquoi je veux ici réaffirmer avec force le rôle essentiel des départements dans la République. Nous ne sommes pas de simples relais ou guichets administratifs.

Nous sommes des acteurs politiques à part entière, porteurs d'une vision, d'un ancrage territorial, d'une capacité d'innovation. Et dans cette période troublée, notre responsabilité est immense : maintenir le lien, garantir les droits, accompagner les plus fragiles, et surtout, incarner une République qui protège et qui rassemble.

Les départements apparaissent plus que jamais comme des piliers de stabilité et de proximité. Ils sont les garants d'une action publique concrète, ancrée dans les réalités du quotidien, loin des joutes politiciennes parisiennes. Et notre département de la Somme ne déroge pas à cette règle.

C'est pourquoi, il nous faudra redoubler de vigilance. En effet, dans un courrier du 19 septembre dernier, adressé à l'ensemble des strates de collectivités, le Premier ministre évoque « un impératif de clarification des rôles et compétences entre Etat et collectivités territoriales » avec l'annonce d'un projet de loi qui identifierait, compétence par compétence, le niveau le plus pertinent d'intervention et les moyens affectés pour leur financement.

Si les objectifs sont louables : amélioration de la vie quotidienne de nos concitoyens, simplification et lisibilité de l'action publique, réalisation d'économies sur le long terme, nous nous souvenons aussi des clarifications non

abouties du passé, avec la loi NOTRe notamment, et nous constatons au quotidien le reste à charge des collectivités pour des compétences régaliennes. Des contributions sont attendues pour le 31 octobre prochain. Notre département et Départements de France prendront évidemment toute leur part, encore faudra-t-il être entendus !

Je vous invite bien entendu à me faire part de vos réflexions sur le sujet.

Cependant, nous n'avons pas attendu ces annonces du Premier ministre ; Ces dernières semaines et dans les semaines à venir, notre territoire a été et sera le théâtre de nombreuses initiatives qui illustrent la vitalité de notre action locale :

- L'inauguration de la friche Maréchal à Rosières-en-Santerre, symbole de reconversion et de dynamisme économique ;
- La découverte du circuit de randonnée labellisé HandiSpot "Liaison vers la boucle des Mares et Marcheville", nouvelle étape en faveur de l'accessibilité et de l'inclusion ;
- La rencontre des lauréats du Budget Participatif sur le thème de la transition écologique, qui témoigne de l'engagement citoyen et de notre volonté de construire avec les habitants ;

Ces actions, parmi tant d'autres, démontrent que les départements sont des acteurs de solutions. Ils innovent, expérimentent, accompagnent. Ils sont au cœur des solidarités humaines et territoriales.

Mais cette responsabilité, nous devons l'assumer pleinement, dans un contexte budgétaire contraint et face à des attentes citoyennes toujours plus fortes. C'est ce que nous avons fait lors de notre budget primitif et je voudrais saluer à cet instant l'esprit de responsabilité de nos partenaires, des associations, de nos collègues Maires. Tous sont conscients de la résilience dont nous devons faire preuve collectivement.

C'est aussi ce que nous faisons actuellement en travaillant un plan pluriannuel d'investissements 2026-2030 qui n'obère pas notre équilibre financier.

En dépit des difficultés et de l'incertitude, il nous faut continuer à défendre notre modèle de service public de proximité, à porter haut les valeurs de justice sociale, d'égalité des chances et de transition écologique.

C'est ce constat que nous avons également souligné lors du séminaire des Présidents des Départements de France, il y a deux semaines, en réaffirmant le rôle stratégique des Départements dans l'architecture institutionnelle française. Nous ne sommes pas de simples gestionnaires de compétences, mais des moteurs de transformation publique.

Nous devons tirer parti de cette reconnaissance pour renforcer notre plaidoyer auprès de l'État, notamment sur les enjeux de financement, de décentralisation effective, et de simplification des normes.

Car des enjeux de financement il y en a !

Le financement des SDIS, le financement des services autonomie, le financement de toutes les aides individuelles de solidarité, pour ne citer que quelques exemples et démontrer que le modèle a atteint ses limites et que sans de véritable refonte, sans de véritables réformes, les départements vont droit dans le mur !

Cette session s'inscrit à la fois dans cette nécessaire prise en considération des fragilités budgétaires qui se font de plus en plus prégnantes mais aussi dans notre capacité à agir, notre volonté de faire et notre responsabilité sociale.

Cette session vise donc à consolider nos engagements budgétaires, à renforcer nos partenariats et à poursuivre les projets structurants pour notre territoire.

Je tiens à saluer l'esprit de concertation qui a prévalu ces derniers jours autour des vœux déposés. Quatre d'entre eux ont fait l'objet d'une réécriture consensuelle, fruit d'un travail collectif entre les groupes d'opposition et de la majorité. Ils traduisent notre volonté commune de dépasser les clivages pour répondre aux attentes des habitants de la Somme.

Cet esprit de responsabilité se retrouve également dans les deux missions transpartisanes mises en place.

A commencer par la mission dédiée à la protection de l'enfance qui a fortement mobilisé ses membres. La production du rapport final, pour améliorer la prise en charge des enfants, est certes différée de quelques semaines mais ce afin de produire un rapport étayé et accompagné de préconisations concrètes.

La seconde mission, dite « mission probité », s'exécute actuellement avec les entretiens, menés par le cabinet externe diligenté, afin d'aboutir à une cartographie des risques et au plan d'actions de prévention adéquat.

Je vous invite donc à aborder cette journée avec la même exigence et le même esprit de responsabilité. Les débats qui s'ouvrent doivent nous permettre de faire avancer des propositions utiles, concrètes et porteuses de sens pour notre territoire.

Je vous remercie.